

Extrait du PCF : Communistes de Vénissieux

http://pcf.venissieux.org/Expulsion-de-Bagnolet-Communique

Expulsion de Bagnolet : Communiqué de la municipalité

- Vie politique -

Date de mise en ligne : lundi 15 février 2010

PCF : Communistes de Vénissieux

Mercredi 10 février à 6h00 du matin, les forces de police sont intervenues sur ordre de la préfecture pour mettre fin au squat de la rue Victor Hugo à Bagnolet.

Ce squat était bien connu des forces de police pour les risques qu'il générait en terme d'hygiène et de sécurité sur la ville, de nombreux riverains ont, à plusieurs reprises, interpellé le commissariat, la préfecture et la municipalité. Il est avéré que ce squat était devenu un lieu de trafic de drogue, de voitures, de prostitution, de tapage nocturne incessant qui durait depuis plusieurs années. Lors de l'expulsion des occupants qui se livraient à ces activités de type mafieux, des armes de poing ont même été saisies, ne laissant aucun doute sur les risques pour la tranquillité publique et la sécurité des riverains du quartier.

Un proposition d'hébergement d'urgence a pu être trouvée jeudi matin par la préfecture pour les quelques personnes restées sur les lieux, qui a été refusée par les intéressés.

La solidarité, ce n'est pas l'exploitation de la misère.

La municipalité a toujours été aux côtés des vrais victimes de la crise. Lors de l'incendie du foyer des Roms, la ville a mis à la disposition le château de l'étang et travaillé avec la préfecture sur une solution digne et humaine de relogement et d'insertion sociale.

Plus récemment, la ville a pris à bras le corps la situation des locataires de la rue Marie-Anne Colombier logés dans un immeuble déclaré en péril dont le propriétaire tarde à faire les travaux qui lui incombent.

Le mois dernier le Maire et les élus ont organisé conjointement avec RESF le parrainage républicain des étrangers sans papiers menacés d'expulsion avec leur famille.

Le squat de la rue Victor Hugo n'a rien à voir avec le tissu social et la solidarité qui fondent l'histoire de Bagnolet, c'est à l'inverse un lieu de non droit, de violence, d'insécurité permanente, de risque pour les biens et les personnes de ce quartier.

La mairie qui travaille sur ce dossier depuis de longs mois, s'est rendue propriétaire des lieux en juin 2009 afin, de construire à cet endroit 50 logements sociaux . Dans une ville où 2700 demandeurs de logement sont en attente, souvent depuis des années, sortiront bientôt ici, des logements HLM neufs et accessibles pour tous. C'est cette solidarité que nous revendiquons, pas celle qui consiste à encourager les trafics, la violence et la prostitution. Nous déplorons les excès médiatiques auxquels ont donné lieu cette expulsion et l'exploitation politique qui se met en place. Il n'y avait pas d'enfant dans ce squat, pas plus que de bulldozer pour les évacuer. Ce ne sont pas 80 à 90 personnes mais tout au plus une vingtaine qui occupait le squat.

Nous appelons la population à faire la distinction entre une solidarité soutenue en direction des familles touchées par l'extrême précarité et des groupes d'individus qui se livrent à tous les trafics . Nous mettons en garde contre les manipulations médiatiques et les utilisations à des fins politiciennes qui n'auraient rien à voir avec la véritable solidarité.

Copyright © PCF : Communistes de Vénissieux

Copyright © Elunet.org, Portail de l'action des Elus et de la vie citoyenne Page

Témoignage de Rosa Moussaoui habitante de Bagnolet, journaliste à l'Humanité

Rue Victor Hugo, Bagnolet. Je passe chaque semaine dans cette rue. Elle se trouve dans le quartier des Coutures, à la frontière entre Bagnolet et Montreuil. Le quartier change, évolue, mais il compte encore de très nombreux immeubles insalubres, des habitats indignes, dangereux pour leurs occupants, prêts à flamber en quelques minutes.

De ceux qui font la fortune des marchands de sommeil.

Le squat de la rue Victor Hugo relève d'une situation encore plus complexe. La bâtisse grisâtre, laissée de longue date à l'abandon, est à moitié en ruine. Le lieu abrite toutes sortes de trafics, en particulier de drogues dures. A ses abords, toujours beaucoup d'hommes, dehors, la plupart défoncés, souvent agressifs, parfois violents. Un immeuble déclaré en péril, et dont le propriétaire tarde à faire les travaux qui lui incombent. Lieu de proxénétisme, aussi : des hommes qui exploitent des femmes sans ressources, sans protection. Des armes de poing ont déjà été saisies dans cet immeuble. Un lieu inhumain, en somme, à vous serrer le coeur, un lieu comme on aimerait qu'il n'en existe plus. Depuis des années, je passe devant chaque semaine, et chaque semaine je me demande ce que l'on attend pour le détruire.

L'immeuble, laissé à l'abandon par un propriétaire véreux, a été préempté par la mairie en juin 2009, avec l'objectif d'y construire 50 logements sociaux. C'est peu, dans une ville qui, malgré ses 40% de logements sociaux, compte 2700 demandeurs. Mais c'est déjà ça.

Mercredi 10 février à 6h00 du matin, les forces de police sont intervenues, sur ordre de la préfecture, pour exécuter la décision de justice ordonnant l'évacuation du squat. Un constat a été fait par un huissier : il n'y avait aucun enfant. Les affaires de la vingtaine d'occupants, dont une femme, ont été sorties avant que l'immeuble ne soit muré.

Je déplore la date choisie par l'Etat pour faire exécuter cette décision de justice par un froid glacial. Mais je ne déplore pas la destruction partielle de l'immeuble, intervenue le lendemain.

Contrairement au mensonge relayé dès la première dépêche AFP (écrite sans vérification sur place) et repris en boucle, là encore sans vérification, par les rédactions, la " mairie communiste " n'a pas jeté d'honnêtes familles sans défense à la rue sous la menace d'un " bulldozer ".

Mais qu'importe, il faut du sensationnel. Et l'entrée en scène du DAL va en donner aux médias. Dans son premier communiqué, l'association parle de 80 occupants, avec femmes et enfants. Soit dit en passant, le lendemain, le DAL n'en évoquait plus que 40 et, le surlendemain, 29.

Mais qu'importe l'approximation, tant que les caméras sont là. De même, le DAL évoque d'abord des familles. Puis nuance son diagnostic le lendemain, en reconnaissant les trafics de stupéfiants et le proxénétisme.

Pendant ce temps, les vilains communistes de la mairie de Bagnolet ont négocié, avec la préfecture, des solutions de relogement provisoire dans l'attente de mieux. Refusées par les occupants sur les conseils du DAL, qui les enjoint à ne pas " se disperser ". A la rue, sous la neige, avec des tentes rouges, c'est tellement plus photogénique.

Qu'importe. Cette situation incombe aux vilains communistes. Surtout par cette température et à un mois d'élections régionales. D'ailleurs, NPA, MODEM, Parti de gauche et autres écologistes ne se privent pas pour rivaliser d'émotion, pour exploiter une situation dont ils ne savent rien, pondant des communiqués bien indignés, complaisamment repris par les médias. Le filon politicien est bon, pourquoi s'en priver ?

Bagnolet à la une des médias. Nous n'avons jamais eu cet honneur pour les parrainages de familles sans papiers. Ni lorsque la municipalité a pris à bras le corps la situation des locataires de la rue Marie-Anne Colombier logés dans logés dans un immeuble déclaré en péril dont le propriétaire tarde à faire les travaux qui lui incombent. Nous n'avons pas eu cet honneur lors du relogement des familles Roms Bulgares dont le campement avait été incendié. Relogement que la municipalité a assumé contre vents et marées, malgré l'hostilité d'une partie de la population prompte à stigmatiser cette minorité accusée par la vox populi de tous les maux. Bagnolet accueillera Slavoj comme jadis elle a accueilli Giovanni, Tassadit ou Touré, avait alors argumenté la municipalité. Emballement médiatique, manipulation politique, mensonges, le traitement de l'affaire du squat de la rue Victor Hugo en dit long sur la fabrique de l'information et sur le fond de commerce de certaines associations.

Sur une certaine petite bourgeoisie, aussi, qui se lamente en permanence sur les " violences " et " l'insécurité " dans le quartier des Coutures, mais qui s'émeut au quart de tour, à la première caméra en vue. Qui s'étrangle lorsqu'un dangereux jeune de banlieue lui demande une clope un peu vivement, et croit se donner bonne conscience en soutenant le DAL. Qui craint que la construction de logement sociaux ne dévalue le joli loft, mais défend la pérennité de squats. Il y a quelques années, dans le même quartier, des bobos, emmenés par les Verts, s'étaient opposés à la destruction d'un vieil immeuble au 182 rue Étienne Marcel, à l'emplacement duquel devaient se construire des logements sociaux.

Argument : la cour de l'immeuble abritait un vieux chêne. Il ne fallait pas le couper. Résultat : le projet n'est pas allé au bout. Pas de logements sociaux, mais un " jardin partagé ". C'est à dire semi-privé. Clos. Un jardin public, ouvert à tous et à tous vents ? Vous plaisantez ? On ne sait jamais. C'est tellement mal famé, dans le quartier. Surtout rue Victor Hugo.

Copyright © Elunet.org, Portail de l'action des Elus et de la vie citoyenne Page 2/2